

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): L'honorable sénateur a posé sa question en manifestant son esprit de générosité habituel et j'ai écouté fort attentivement ce qu'il a dit.

La conférence commerciale des pays riverains du Pacifique, qui s'est déroulée sur la côte du Pacifique la semaine dernière, a été marquée par la participation d'un grand nombre de gouvernements provinciaux, de diverses allégeances politiques, d'un groupe d'hommes d'affaires intéressés au commerce d'exportations, de représentants syndicaux, ainsi que de fonctionnaires du gouvernement fédéral et de divers organismes. La réunion devait nous permettre de déterminer diverses nouvelles façons d'accroître le commerce canadien dans les pays en bordure du Pacifique dont l'expansion est rapide. Les ambassadeurs d'un grand nombre de ces pays étaient présents à Vancouver au moment de la conférence sans toutefois y participer directement.

● (2040)

Des questions importantes ont été abordées au sujet des possibilités commerciales du Canada auprès des pays du Pacifique qui représenteront cette année une hausse de 8 p. 100 du produit national brut. Ces pays connaissent une croissance prodigieuse en ce moment et les participants sont convaincus que les producteurs de biens et de services des provinces de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario, de l'Ouest et des régions du Nord y trouveraient bien des débouchés.

La conférence n'était pas, à vrai dire, à huis clos. A nombre de séances, les participants ont abordé les façons de commercialiser avec une plus grande efficacité les produits et services du Canada fournis aux pays du Pacifique. Ils ont envisagé la possibilité de subventionner certaines exportations et de développer certains marchés. Tous les déjeuners et dîners, ainsi que les plénières, étaient ouverts au public et les journalistes y étaient également invités.

L'honorable sénateur Olson était au nombre des éminents participants qui ont pris la parole à la conférence. Tous les honorables sénateurs peuvent être fiers de la contribution de leur collègue à cette conférence. Parmi les autres participants il fallait compter l'honorable Lloyd Axworthy, ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a ouvert les séances.

On a rapporté à tort que les réunions étaient tenues complètement à huis clos et que les journalistes en étaient exclus. Le fait est que le mandat était semblable de très près à celui qui avait été envisagé par le gouvernement conservateur quand ce dernier a commencé les préparatifs de cette conférence. Il existe des notes de service à cette fin. On en a parlé quelque peu dans les journaux. Tant le gouvernement précédent que le gouvernement actuel ont considéré, avec raison je crois, que certaines parties de cet important atelier sur la façon d'établir de meilleurs débouchés commerciaux dans la région du Pacifique devraient demeurer confidentielles. C'est pour cette raison que les médias en général n'ont pas eu accès à certaines séances et à certains secteurs de la conférence.

Le sénateur Phillips: Honorables sénateurs, avant de poser une question supplémentaire, je voudrais signaler au leader du gouvernement au Sénat que le gouvernement précédent avait également prévu de faire télédiffuser certaines séances.

La réunion portait sur un marché éventuel de 8 à 10 milliards de dollars en exportations. Le leader du gouvernement pourrait-il nous dire qui représentait le ministère de l'Industrie et du Commerce à cette réunion?

Le sénateur Perrault: L'organisateur de la conférence, le ministre du Commerce international, c'est-à-dire l'honorable Ed Lumley, a contribué brillamment au succès de la réunion.

Honorables sénateurs, je pense qu'il serait avantageux pour nous tous au Canada de devenir plus compétitifs dans nos efforts pour nous emparer des marchés d'exportation. Il me semble, par exemple, que ce serait une excellente initiative que de tenir une exposition commerciale internationale dans les provinces de l'Atlantique et une autre sur la côte du Pacifique l'année suivante, et peut-être de continuer ensuite à les alterner de cette façon.

Je crois personnellement que nous devrions nous montrer beaucoup plus entreprenants que nous l'avons été jusqu'ici. Les Canadiens visitent les expositions commerciales des autres pays. Pourquoi ne tenons-nous pas chaque année une exposition commerciale d'envergure mondiale sur une côte? Je pense que beaucoup de Canadiens seraient en faveur de cette idée. Étant donné notre potentiel, nos compétences, nos industries et nos travailleurs, nous ne devrions pas hésiter à nous montrer plus entreprenants dans le domaine commercial.

Le sénateur Phillips: Honorables sénateurs, je suis très heureux d'entendre le leader du gouvernement adopter une politique conservatrice. J'aimerais le voir en adopter davantage. J'appuie plus particulièrement sa proposition d'organiser une conférence commerciale de l'Atlantique à l'intention des provinces de l'Atlantique. J'irais plus loin; je suis prêt à l'aider à l'organiser.

Le sénateur Perrault: J'apporterai également mon concours, honorables sénateurs.

TERRE-NEUVE

L'ÉCONOMIE PROVINCIALE—LE CONTRÔLE DES RESSOURCES NATURELLES

L'honorable Jack Marshall: Honorables sénateurs, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Développement économique et concerne une étude sur Terre-Neuve effectuée par le Conseil économique du Canada.

Il ressort des statistiques fournies par le Conseil économique qu'il existe un large fossé au niveau des prestations de bien-être social, malgré les paiements de péréquation bienvenus effectués par le gouvernement fédéral à Terre-Neuve au cours des années qui ont suivi la Confédération. Il est alarmant de noter que les subventions provenant d'Ottawa ont fait passer la moyenne provinciale relativement à l'assurance-chômage à 228 p. 100 des prestations d'assurance-chômage par habitant au niveau national.

Étant donné que le revenu gagné moyen, au niveau national, est de \$6 928, tandis que celui des Terre-Neuviens n'est que de \$3 710, soit 53 p. 100 de la moyenne nationale, le ministre d'État chargé du Développement économique est-il prêt à admettre que le premier ministre Peckford a raison d'insister pour que Terre-Neuve puisse avoir le contrôle de ses richesses naturelles afin de se sortir de l'abîme où elle se trouve sur le plan social. Si Terre-Neuve peut contrôler ses ressources, elle